

Commune de MONCETZ-LONGEVAS
Département de la MARNE
Arrondissement de CHALONS
Canton de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE 3

Arrêté n° 1 de janvier 2019

OBJET : Arrêté portant permission de voirie

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1 ;

Vu le Code de la route ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la demande de la société PEREIRA EURL, représentée par MME PEREIRA Sylvie, en date du 7 janvier 2019 qui souhaite effectuer des travaux de branchement électriques sur le domaine public de la commune de Moncetz-Longevas (trottoirs avec traverse de chaussée) pour alimenter le 2Bis rue des Neaux de la Cour

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux.

ARRETE

Article 1. A compter du 25 janvier 2019, l'entreprise PEREIRA EURL est autorisée à procéder aux travaux par fonçage sous chaussée et sur les trottoirs de la commune. La circulation devra être maintenue.

Article 2. Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3. Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout et autres équipements communaux sont à la charge du permissionnaire.

Article 4. Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5. La tranchée sera rebouchée par grève ciment sur une hauteur de 80 cm.

Article 6. Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances : avec remise en état des lieux . La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder une journée.

Article 7. L'autorisation sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Fait à Moncetz-Longevas, le 11 janvier 2019

Le Maire :
Marie-Jeanne TRONCHET

